

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-03 du 19 janvier 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. À Davos, l'administration Biden rappelle les axes de sa politique économique internationale
2. L'USTR envisagerait de renforcer les mesures visant les véhicules électriques chinois
3. Les départs s'enchaînent dans les équipes économiques et commerciales de l'administration Biden

Climat – énergie – environnement

4. Le DoE lance un appel d'offres pour les combustibles des réacteurs nucléaires avancés
5. L'EPA propose des normes de pollution atmosphérique plus strictes pour les grandes installations d'incinération des déchets municipaux

Transport et infrastructure

6. Le DoJ se félicite de la décision de justice bloquant l'acquisition de Spirit Airlines par JetBlue
7. L'administration Biden annonce 623 M\$ pour poursuivre l'installation du réseau de recharge des véhicules électriques

Industrie

8. Apple devient le premier fabricant mondial de smartphones

Distribution et divertissement

9. RBI rachète un millier de restaurants Burger King pour accélérer leur rénovation

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'Arizona rejoint d'autres États qui cherchent à interdire ou encadrer la commercialisation des substituts à la viande

Numérique et innovation

11. La Cour suprême refuse de réexaminer le litige antitrust Apple-Epic Games
12. Meta plaide pour une législation transférant le consentement parental aux App Stores

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. À Davos, l'administration Biden rappelle les axes de sa politique économique internationale

À l'occasion du Forum économique mondial organisé à Davos du 15 au 19 janvier, le Conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche Jake Sullivan a [rappelé](#) les grands principes régissant la politique économique internationale de l'administration Biden. Il a précisé en premier lieu que les États-Unis ne s'étaient pas détournés du système économique international, mais souhaitaient plutôt l'adapter « aux défis d'aujourd'hui et de demain ». Aux côtés de leurs partenaires du G7, les États-Unis ont ainsi initié selon J. Sullivan une stratégie fondée sur une réduction des risques (« *de-risking*») pour leur économie plutôt qu'un découplage (« *decoupling*») de la Chine, en diversifiant leurs sources d'approvisionnement pour diminuer les dépendances stratégiques américaines. À l'échelle nationale, J. Sullivan a rappelé que l'administration Biden s'était attachée à « renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement » de l'industrie américaine à travers d'importants investissements réalisés afin d'assurer une « transition efficace vers les énergies propres » et « répondre aux pratiques déloyales de Pékin ». Dans ce contexte, les États-Unis ont également adopté des mesures ciblées afin de protéger leurs technologies critiques sans que celles-ci n'aient vocation à constituer un « blocage technologique », selon l'approche dite « *small yard and high fence* » reprise lors du discours [prononcé](#) par J. Sullivan auprès de l'institution Brookings en avril dernier [voir [Brèves sectorielles du 28 avril 2023](#)]. Le Conseiller à la sécurité nationale a en outre rappelé que la politique commerciale conduite par l'administration Biden s'attachait à « placer les droits et le bien-être des travailleurs et de leurs familles au centre de ses préoccupations » et s'était traduite par la mise en place de nouveaux partenariats économiques innovants, citant à cet égard le Cadre économique pour l'Indo-Pacifique (IPEF) et le Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP). J. Sullivan a par ailleurs rappelé le soutien apporté par les États-Unis à l'Ukraine, aussi bien sur le plan financier qu'à travers la mise en œuvre de sanctions destinées à faire en sorte que les « coûts économiques continuent à croître pour la Russie » en réponse à son invasion.

Le Secrétaire d'État Antony Blinken, également présent à Davos, a de son côté [souligné](#) les investissements réalisés par les États-Unis dans le domaine des technologies de pointe, des puces, de la science, des technologies climatiques ainsi qu'énergétiques. Il a aussi déclaré que la relation entre les États-Unis et la Chine figurait « parmi les plus complexes et les plus importantes que [les États-Unis n'aient] jamais connues », rappelant néanmoins les progrès réalisés dans la reprise du dialogue entre les deux pays, matérialisés par un accord de coopération dans le domaine de la lutte contre le trafic de fentanyl, conclu en marge du sommet de l'APEC [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)].

2. L'USTR envisagerait de renforcer les mesures visant les véhicules électriques chinois

Dans une lettre adressée le 4 janvier au leadership de la Commission spéciale sur le Parti communiste chinois de la Chambre des représentants, dont le contenu a [fuité](#) le 15 janvier dans le New York Times mais qui n'a pas été rendue publique, l'USTR indique envisager l'adoption de nouvelles mesures visant à faire face aux pratiques déloyales chinoises dans le secteur des véhicules électriques. Le Président de la Commission, Mike Gallagher (R – Wisconsin) et son *Ranking Member*, Raja Krishnamoorthi (D – Illinois), avaient en effet [exprimé](#), dans une lettre adressée en novembre dernier à K. Tai, leurs préoccupations relatives aux subventions massives de la Chine à son industrie des véhicules électriques et à sa stratégie visant à dominer le marché mondial du secteur. Pointant les risques de « dépendance critique » à la Chine et de dommages causés à l'industrie automobile américaine, les deux Représentants avaient demandé à l'administration d'examiner le lancement d'une nouvelle enquête sur les pratiques chinoises, spécifiquement dans ce secteur, au titre de la Section 301 du Trade Act de 1974.

Les véhicules électriques importés de Chine sont actuellement soumis à des droits de douane de 27,5 % aux États-Unis du fait des mesures prises en 2018 par l'administration Trump sur plusieurs centaines de produits importés de Chine, sur le fondement de la Section 301. La liste des biens couverts par ces droits et leur montant pourraient faire l'objet de modifications dans le cadre de la procédure de réexamen de ces mesures, actuellement en cours et dont les conclusions sont attendues dans les prochains mois. L'USTR pourrait ainsi saisir l'opportunité de cette révision pour augmenter les droits imposés sur les véhicules électriques et leurs composants originaires de Chine.

Alors que plusieurs constructeurs chinois (BYD, Chery, SAIC) [seraient](#) en discussion avec les autorités mexicaines pour l'établissement d'unités d'assemblages de véhicules électriques au Mexique, l'administration Biden avait par ailleurs [annoncé](#) le renforcement de sa coopération sur le contrôle des investissements étrangers avec Mexico, à l'occasion du déplacement au Mexique de la Secrétaire au Trésor Janet Yellen le 7 décembre dernier.

3. Les départs s'enchaînent dans les équipes économiques et commerciales de l'administration Biden

Après le départ de la conseillère juridique principale (*General Counsel*) Greta Peisch, dont le remplacement par son adjoint Juan Millan a été annoncé le 5 janvier dernier [voir [Brèves sectorielles du 12 janvier 2024](#)], le Bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) a [indiqué](#) le 16 janvier qu'Heather Hurlburt, la cheffe de cabinet de l'USTR Katherine Tai, quitterait ses fonctions le 26 janvier. Elle sera remplacée par Jamila Thompson, actuellement conseillère de l'USTR.

Selon la presse, Josh Kagan, Assistant USTR pour les questions relatives aux droits des travailleurs, et Sarah Bianchi, USTR adjointe en charge notamment de l'Asie, [seraient](#) également sur le départ, tout comme Mike Pyle, Conseiller adjoint à la sécurité nationale à la Maison-Blanche, en charge des questions économiques internationales. L'USTR et la Maison-Blanche n'ont pas confirmé ces trois derniers départs.

Par ailleurs, le choix du Président Biden de nommer Nelson Cunningham, ancien conseiller du Président B. Clinton et co-fondateur d'un cabinet de conseil, au poste d'USTR adjoint en charge notamment de l'Europe et l'Amérique [voir [Brèves sectorielles du 12 janvier 2024](#)], fait face à des critiques au Sénat, dont l'accord sera nécessaire pour confirmer sa nomination. Dans un communiqué en date du 11 janvier, le Président de la Commission des Finances du Sénat, Ron Wyden (D – Oregon), a [indiqué](#) qu'il préférerait « voir des candidats présentant des expériences plus diverses et représentatives ». Le sénateur Sherrod Brown (D – Ohio), qui préside le sous-comité chargé des affaires bancaires, s'est quant à lui [dit](#) « profondément sceptique à l'égard de tout candidat ayant passé sa carrière à travailler pour des entreprises multinationales et pour une administration [Clinton] dont les politiques commerciales ont lésé les travailleurs américains et dévasté les communautés de mon État ». L'annonce de la nomination de N. Cunningham a néanmoins été accueillie favorablement par d'autres sénateurs démocrates, comme Mark Warner (D – Virginie), qui a [parlé](#) d'un « excellent choix », Chris Coons (D – Delaware), qui [espérait](#) une « confirmation rapide », ou encore Tim Kaine (D – Virginie), qui a notamment [dit](#) apprécier l'expérience de N. Cunningham et « sa profonde compréhension des politiques économiques intelligentes à l'égard de nos partenaires en Amérique latine ». Comme l'avait [souligné](#) l'USTR dans son communiqué de réaction à la nomination de N. Cunningham, ce dernier parle couramment espagnol et a vécu dans sept pays d'Amérique latine.

Brèves

- Le 12 janvier, les États-Unis et l'Inde ont [tenu](#) la quatorzième réunion ministérielle du Trade Policy Forum, cadre de discussion créé entre les deux pays sous administration G. W. Bush. Selon la déclaration conjointe publiée à l'issue de la réunion, l'USTR K. Tai et son homologue Shri Piyush Goyal ont notamment souligné les progrès significatifs réalisés ces derniers mois dans la résolution de plusieurs différends commerciaux.
- Le 12 janvier, le Département américain du Trésor a [désigné](#) deux entités, basées à Hong Kong et aux Émirats arabes unis, ainsi que quatre navires accusés d'acheminer par voie maritime des équipements provenant d'Iran au profit des rebelles Houthis.
- Le 17 janvier, les Départements américains du Trésor et d'État ont [adopté](#) des sanctions visant l'ancien ministre de l'Énergie

guatémaltèque, Alberto Pimentel Mata, accusé de pratiques de corruption dans le cadre de ses activités d'exploitation minière.

- Le 18 janvier, le Département américain du Trésor a [désigné](#) une société de transport maritime basée aux Émirats arabes unis et accusée d'acheminer du pétrole russe en violation des sanctions adoptées par la coalition internationale.

Climat – énergie – environnement

4. Le DoE lance un appel d'offres pour les combustibles des réacteurs nucléaires avancés

Le 9 janvier, le Département de l'Énergie (DoE) a [lancé](#) un appel d'offres pour des services d'enrichissement de l'uranium de type HALEU (High-Assay Low-Enriched Uranium). Selon le DoE, il s'agit d'établir un approvisionnement national fiable en combustible nucléaire essentiel au déploiement de réacteurs nucléaires avancés.

Le DoE indique qu'actuellement, le HALEU n'est pas disponible commercialement auprès de fournisseurs américains, et affirme que l'augmentation de l'offre nationale pourrait stimuler le développement et le déploiement de réacteurs avancés aux États-Unis. En effet, le DoE précise que le parc actuel de réacteurs américains fonctionne avec du combustible d'uranium enrichi jusqu'à 5 % en uranium 235. Cependant, la plupart des projets de réacteurs avancés aux États-Unis ont besoin d'HALEU, dont l'enrichissement est compris entre 5 % et 20 %. Dans le cadre des contrats d'HALEU de cet appel d'offre, les activités d'enrichissement et de stockage devront se dérouler sur le territoire américain.

Le DoE indique également qu'il soutient plusieurs activités visant à étendre la chaîne d'approvisionnement en HALEU pour les réacteurs avancés, y compris le recyclage du combustible nucléaire usé des réacteurs de recherche appartenant au gouvernement. En novembre dernier, le DoE a franchi une étape importante dans le cadre de son projet de démonstration HALEU, lorsqu'une entreprise a produit les 20 premiers kilogrammes d'HALEU du pays, ce qui constitue une première production de ce type aux États-Unis depuis plus de 70 ans. Le DoE collabore également avec des pays aux vues similaires afin de catalyser les investissements des secteurs public et privé qui permettront d'accroître la capacité mondiale d'enrichissement et de conversion de l'uranium au cours des trois prochaines années et d'établir un marché d'approvisionnement en uranium résilient. Le DoE indique que ces actions permettront de mettre ce marché à l'abri de l'influence de la Russie. À cette occasion, le DoE rappelle que les États-Unis, le Canada, la France, le Japon et le Royaume-Uni ont annoncé mobiliser ensemble 4,2 Md\$ afin de développer des chaînes d'approvisionnement en énergie nucléaire sûres et sécurisées.

L'Inflation Reduction Act (IRA) prévoit un montant de 500 M\$ pour les contrats d'enrichissement HALEU et pour les services de déconversion de l'uranium enrichi. Le DOE précise que ces dépenses peuvent aider à atteindre les objectifs américains de réduction des émissions de gaz à effet de serre et contribuer à l'engagement récent des États-Unis, avec 21 autres pays, de tripler l'énergie nucléaire au niveau mondial d'ici 2050.

5. L'EPA propose des normes de pollution atmosphérique plus strictes pour les grandes installations d'incinération des déchets municipaux

Le 11 janvier, l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) un projet de réglementation visant à renforcer les normes d'émissions atmosphériques pour les grandes installations d'incinération des déchets solides municipaux. Si elles sont finalisées, les normes actualisées réduiront les émissions de neuf polluants. La loi sur la qualité de l'air impose à l'EPA d'évaluer ces normes tous les cinq ans afin de tenir compte de l'évolution des technologies et des techniques de lutte contre la pollution.

Selon l'EPA, le projet d'évolution des normes reflète l'évolution des meilleures techniques disponibles à un coût acceptable. Les normes proposées sont fondées sur les niveaux d'émission atteints par les sources les mieux contrôlées et les moins émettrices, et limitent les émissions de neuf polluants : dioxyde de soufre, chlorure d'hydrogène, oxydes d'azote, monoxyde de carbone, plomb, cadmium, mercure, dioxines et particules. Les normes proposées s'appliqueraient à 57 installations comprenant 152 unités ayant la capacité de brûler plus de 250 tonnes de déchets solides municipaux par jour.

Selon l'EPA, les bénéfices de cette évolution réglementaire dépassent les coûts attendus de la lutte contre cette pollution. Après avoir pris en compte les coûts de mise en conformité, l'EPA estime que la valeur nette des avantages pour la santé découlant de la proposition de règlement, du seul fait de la réduction des particules et de l'ozone, s'élèverait à 14 Md\$ sur 20 ans. L'EPA estime que cette action est également susceptible de faire progresser la justice environnementale en réduisant les effets négatifs disproportionnés pour les communautés à proximité des incinérateurs.

Brèves

- Le 16 janvier, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [communiqué](#) les résultats de ses dernières perspectives énergétiques. Selon l'US EIA, les énergies éoliennes et solaires seront les moteurs de la croissance de la production d'électricité aux États-Unis au cours des deux prochaines années : la production d'énergie solaire devrait augmenter de 75 %, passant de 163 TWh en 2023 à 286 TWh en 2025 ; la production d'énergie éolienne devrait augmenter de 11 %, passant de 430 TWh en 2023 à 476 TWh en 2025. Le

gaz naturel resterait la principale source de production d'électricité aux États-Unis, avec une production annuelle d'environ 1 700 TWh en 2024 et 2025. La production d'énergie nucléaire resterait également relativement stable, passant de 776 TWh en 2023 à 797 TWh en 2025. Enfin, la production d'énergie au charbon diminuerait de 18 %, passant de 665 TWh en 2023 à 548 TWh en 2025.

- Le 11 janvier, l'US EIA a [indiqué](#) que le prix de référence du gaz naturel au Henry Hub devrait être en moyenne inférieur à 3,00 \$/MMBtu (soit environ 10,24 \$/MWh) en 2024 et 2025. Selon l'US EIA, la moyenne annuelle des prix au Henry Hub en 2024 et 2025 augmenterait par rapport à 2023 du fait d'une croissance de la demande de gaz naturel supérieure à celle de l'offre. Néanmoins, l'US EIA précise que les prix prévus pour 2024 et 2025 sont inférieurs de moitié au prix annuel moyen de 2022 et ne sont que légèrement supérieurs aux prix annuel moyen de 2023 : 2,54 \$/MMBtu (env. 8,67 \$/MWh).

Transport et infrastructure

6. Le DoJ se félicite de la décision de justice bloquant l'acquisition de Spirit Airlines par JetBlue

Le Département de la Justice (DoJ) s'est [félicité](#) le 16 janvier de la décision du tribunal fédéral du district du Massachusetts de bloquer l'acquisition de Spirit Airlines par JetBlue Airways pour un montant de 3,8 Md\$. La décision du tribunal fait suite à un procès débuté en octobre 2023. En mars 2023, le ministère de la justice, la Californie, le Maryland, le Massachusetts, le New Jersey, New York, la Caroline du Nord et le district de Columbia avaient intenté une action en justice pour empêcher la fusion en vertu de l'article 7 de la loi Clayton.

Le tribunal a estimé que le projet de rachat de Spirit par JetBlue était illégal parce qu'il « portait atteinte au principe fondamental de la législation antitrust : protéger les marchés des États-Unis – et leurs acteurs – contre tout préjudice anticoncurrentiel ». Le communiqué du DoJ met en avant « une victoire pour des dizaines de millions de voyageurs qui auraient été confrontés à des tarifs plus élevés et à un choix plus restreint si la fusion proposée entre JetBlue et Spirit avait été autorisée ».

7. L'administration Biden annonce 623 M\$ pour poursuivre l'installation du réseau de recharge des véhicules électriques

Le 11 janvier, l'administration Biden-Harris a [annoncé](#) l'octroi de 623 M\$ de subventions pour contribuer à l'installation d'un réseau de recharge de véhicules électriques (VE) à travers les États-Unis. Le communiqué souligne qu'il s'agit d'un élément essentiel de l'objectif de l'administration Biden, qui consiste à mettre en place un réseau national de chargeurs de véhicules électriques pratiques, abordables,

fiables et fabriqués en Amérique, comprenant au moins 500 000 chargeurs accessibles au public d'ici à 2030, en veillant à ce que les VE soient fabriqués en Amérique avec des travailleurs américains.

Le communiqué indique que, depuis la prise de fonction du président Biden, les ventes de VE ont plus que quadruplé, le nombre de ports de recharge accessibles au public a augmenté de près de 70 % et plus de 4 millions de VE sont aujourd'hui en circulation. Stimulées par les investissements historiques de l'administration Biden, les entreprises privées ont annoncé un investissement de plus de 155 Md\$ dans la chaîne d'approvisionnement des VE et des batteries. Les VE sont décrits comme essentiels à la transition rapide et équitable vers des systèmes de transport propres, ne produisant aucune émission de gaz d'échappement, réduisant la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre, qui sont les principaux responsables du changement climatique et des affections respiratoires.

Les subventions annoncées sont rendues possibles par le programme de 2,5 Md\$ de la loi bipartisane sur les infrastructures de recharge et de ravitaillement (FCI), qui financera 47 projets d'infrastructures de recharge de véhicules électriques et de ravitaillement en carburants alternatifs dans 22 États et à Porto Rico, y compris la construction d'environ 7 500 ports de recharge de véhicules électriques. Le programme FCI complète le programme national d'infrastructure pour les véhicules électriques (NEVI), doté d'une enveloppe de 5 Md\$, qui vise à construire la « colonne vertébrale » des chargeurs de VE à haut débit le long des autoroutes.

Sur le financement de 632 M\$ annoncé, l'administration fédérale des autoroutes attribuera 311 M\$ à 36 projets « communautaires », dont deux tribus indiennes en Alaska et en Arizona. Ces projets investissent dans des infrastructures de recharge de véhicules électriques et de ravitaillement en hydrogène dans les communautés urbaines et rurales. Un financement supplémentaire de 312 M\$ sera accordé à 11 bénéficiaires « corridors » dont les projets sont situés le long de routes désignées comme corridors de carburants alternatifs. Ces projets combleront les lacunes du réseau national de recharge et de carburants alternatifs. La liste complète des bénéficiaires de subventions est disponible [ici](#).

Industrie

8. Apple devient le premier fabricant mondial de smartphones

Après 12 ans de domination du groupe coréen Samsung, Apple est devenu en 2023 le premier fabricant de smartphones dans le monde, avec une part de marché de 20 % [selon un rapport](#) du cabinet d'intelligence économique américain International Data Corp. Alors que le marché des smartphones a continué de ralentir en 2023, avec 1,17 milliard d'unités vendues, en baisse de 3,2 % sur un an, les ventes

d'Apple ont progressé de 3,7 % sur un an, avec 234,6 millions d'iPhones vendus. Samsung occupe la deuxième place du podium avec 226,6 millions de smartphones vendus, en baisse 13,6 % par rapport à 2022. Le chinois Transsion fait son apparition dans le top 5, avec 94,9 millions d'appareils vendus, en hausse de 30,8 % sur un an. Ce groupe chinois spécialisé dans les smartphones ultra-lowcost destinés aux pays en développement, détient plus de 40 % du marché en Afrique.

Distribution et divertissement

9. RBI rachète un millier de restaurants Burger King pour accélérer leur rénovation

Restaurant Brands International (RBI), la holding canadienne qui détient les marques de restauration rapide américaines Burger King et Popeyes, va racheter pour 1 Md\$ l'entreprise américaine Carrols Restaurant Group, le plus grand franchisé Burger King du monde. Carrols détient un millier de restaurants Burger King, soit 15 % des restaurants Burger King aux États-Unis, et une cinquantaine de Popeyes dans 23 États américains. L'objectif de RBI est de remodeler et rénover 600 des restaurants ainsi rachetés, afin de relancer la marque Burger King, en perte de vitesse aux États-Unis. La holding canadienne va ainsi investir 500 M\$ dans pour ces restaurants, avant de les revendre à de nouveaux franchisés par lot de 50 dans les 5 à 7 prochaines années. RBI souhaite en effet que les franchisés soient des entreprises locales qui détiennent moins de restaurants, et non plus de grandes entreprises déconnectées des territoires.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'Arizona rejoint d'autres États qui cherchent à interdire ou encadrer la commercialisation des substituts à la viande

Après les législateurs de la Floride, du Texas, de l'Oklahoma, de l'Arkansas, du Mississippi et de la Louisiane, deux représentants républicains de l'Arizona ont déposé des propositions de loi qui visent à restreindre la commercialisation des produits alternatifs à la viande.

Dans un [projet de loi](#) déposé le 16 janvier, le représentant David Marshall (R) propose d'interdire la production et la vente de viande de culture cellulaire en Arizona. La loi est présentée comme une mesure de défense de l'élevage, pilier « de l'histoire, de l'économie et du patrimoine alimentaire » de l'Arizona. Parallèlement à cette initiative, le représentant Quang Nguyen (R) [a déposé](#) un autre projet de loi qui vise à interdire l'utilisation de la dénomination « viande »

pour les produits non carnés, qu'ils soient issus de protéines végétales ou de culture cellulaire.

Ces initiatives législatives de l'Arizona s'inscrivent dans un mouvement plus général qui touche plusieurs États où l'élevage bovin tient une place importante. Le Texas et l'Oklahoma ont ainsi voté des lois qui restreignent l'utilisation de dénominatifs considérés comme propres aux produits carnés. La mention des dénominatifs « *meatless* » ou « *plant-based* » est désormais obligatoire sur les emballages de ces produits et dans une police de caractère au moins aussi grande que celle des autres mentions.

Ces lois suscitent l'opposition des associations et des entreprises qui défendent ou produisent ces sources de protéines alternatives. L'entreprise [Tofurky](#) et [Plant-based food association](#) ont ainsi attaqué avec succès une loi de l'Arkansas qui interdisait l'utilisation des mots « *sausage* » et « *burger* » pour des produits non carnés. Ils ont également porté plainte contre les lois précitées du Texas et de l'Oklahoma.

S'agissant de la viande de culture, la Floride doit examiner dans les prochaines semaines un projet de loi déposé en novembre 2023 et qui en interdirait la production et la vente à l'échelle de l'État. Les défenseurs de la viande de culture s'inquiètent de ces législations qui vont freiner l'innovation technologique et éroder la position des États-Unis en tant que leader mondial de la viande cultivée si elles devaient prospérer.

Au niveau fédéral, le [Federal Food, Drug, and Cosmetic Act](#) (FDCA) se contente de préconiser la « dénomination la plus commune » en matière d'étiquetage s'agissant des produits issus de protéines végétales. S'agissant de la viande cellulaire, l'USDA et la FDA ont convenu de se saisir du problème et de fixer un cadre fédéral en matière d'étiquetage d'ici mars 2024.

Brèves

- Le [rapport](#) annuel de la School Nutrition Association (SNA) pointe le sous-financement par l'État fédéral des repas scolaires distribués gratuitement ou à prix réduit dans les écoles qui participent au National School Lunch Program. Cette association appelle le Congrès à augmenter de 0,40 \$ les remboursements par déjeuner et de 0,15 \$ ceux des petits-déjeuners. Ces financements supplémentaires permettraient aux cantines de résoudre les difficultés d'embauche de personnel en proposant des salaires plus élevés et de mieux sécuriser les chaînes d'approvisionnement en aliments. 90 % des écoles qui adhèrent au programme déclarent faire face à ces difficultés. La SNA demande en outre à l'USDA de ne pas ajouter de nouvelles règles sur la composition nutritionnelle des repas servis, celles actuellement en vigueur étant perçues comme suffisantes par l'association.

Numérique et innovation

11. La Cour suprême refuse de réexaminer le litige antitrust Apple-Epic Games

La Cour suprême des États-Unis a [rejeté](#) le pourvoi d'Epic Games dans l'affaire antitrust qui l'oppose à Apple. La décision initiale, favorable à Apple et confirmée par la Cour d'appel du neuvième circuit en avril 2023, reste ainsi en vigueur. Le conflit, initié par Epic Games en septembre 2021, portait sur les conditions de recours à l'App Store d'Apple, présentées comme excessivement restrictives et anticoncurrentielles par le développeur. Ainsi, la Cour maintient l'autorité exclusive d'Apple dans la distribution des applications sur ses appareils. Toutefois, une victoire partielle pour Epic Games a été obtenue, les restrictions « anti-orientation » d'Apple – empêchant les utilisateurs d'utiliser des méthodes de paiement alternatives – ayant été jugées comme anticoncurrentielles.

12. Meta plaide pour une législation transférant le consentement parental aux App Stores

Dans une récente publication sur Medium, Meta a [présenté](#) une proposition législative visant à déplacer la responsabilité du consentement parental des plateformes de médias sociaux vers les magasins d'applications. L'initiative propose que les magasins d'applications, tels que l'App Store d'Apple et le Play Store de Google, soient tenus pour responsables de l'obtention du consentement parental requis pour le téléchargement d'applications par les adolescents de moins de 16 ans. Antigone Davis, responsable mondiale de la politique de sécurité chez Meta, souligne que cette approche simplifierait le processus pour les parents et soulèverait moins de préoccupations en matière de confidentialité.

La proposition de Meta, qui appelle aussi à des outils de surveillance parentale pour les moins de 16 ans et à l'adoption d'une législation fédérale primant sur les dispositifs législatifs des autorités fédérées, a été [critiquée](#) par certains membres du Congrès à l'instar du sénateur Richard Blumenthal, à l'origine du Kids Online Safety Act (KOSA).

Brèves

- Google [met à jour](#) le message du mode incognito de Chrome, après le règlement amiable du contentieux en matière de confidentialité annoncé le mois dernier. Cette mise à jour clarifie que les sites web et les services, y compris Google, peuvent collecter des données utilisateur, même en mode incognito.
- L'entreprise *Fairly Trained*, fondée par Ed Newton-Rex, [propose](#) de certifier les entreprises d'IA démontrant l'utilisation licite de données protégées par le droit d'auteur pour la formation de leurs modèles. Neuf entreprises d'IA ont

déjà obtenu cette certification, centrée sur la génération d'images, de musique et de voix.

- La Federal Trade Commission (FTC) a [rejoint](#) le Global Cooperation Arrangement for Privacy Enforcement (Global CAPE), visant à faciliter la coopération et le partage d'informations en matière de confidentialité avec d'autres autorités internationales. Ce partenariat vise à renforcer la mise en œuvre des politiques de protection des données et de la vie privée à l'échelle mondiale, en s'appuyant sur l'ancien Cross-border Privacy Enforcement Arrangement de l'APEC. Les signataires comprennent notamment des institutions du Canada, du Mexique, de Taiwan ou encore de la Chine.
- António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a [critiqué](#) les entreprises technologiques pour leur recherche « forcée » de profits *via* l'intelligence artificielle. Lors du forum économique mondial à Davos, il a mis en garde contre les risques de l'IA, comparables à la crise climatique, appelant à des actions urgentes pour encadrer son développement.
- Les investissements en capital-risque dans la cybersécurité [affichent](#) une baisse inédite depuis 5 ans, avec seulement 8,2 Md\$ levés en 2023, soit presque 3 fois moins qu'en 2021.
- Les licenciements se poursuivent dans le secteur de la tech, notamment chez Google, Salesforce, Duolingo et Humane. Selon [Layoffs.fyi](#), 58 entreprises technologiques ont déjà licencié 7 785 employés au premier trimestre 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)